



ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR

LANSANA KOUYATE

PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

A LA 62^{EME} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES

NEW YORK, LE 27 SEPTEMBRE 2007

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

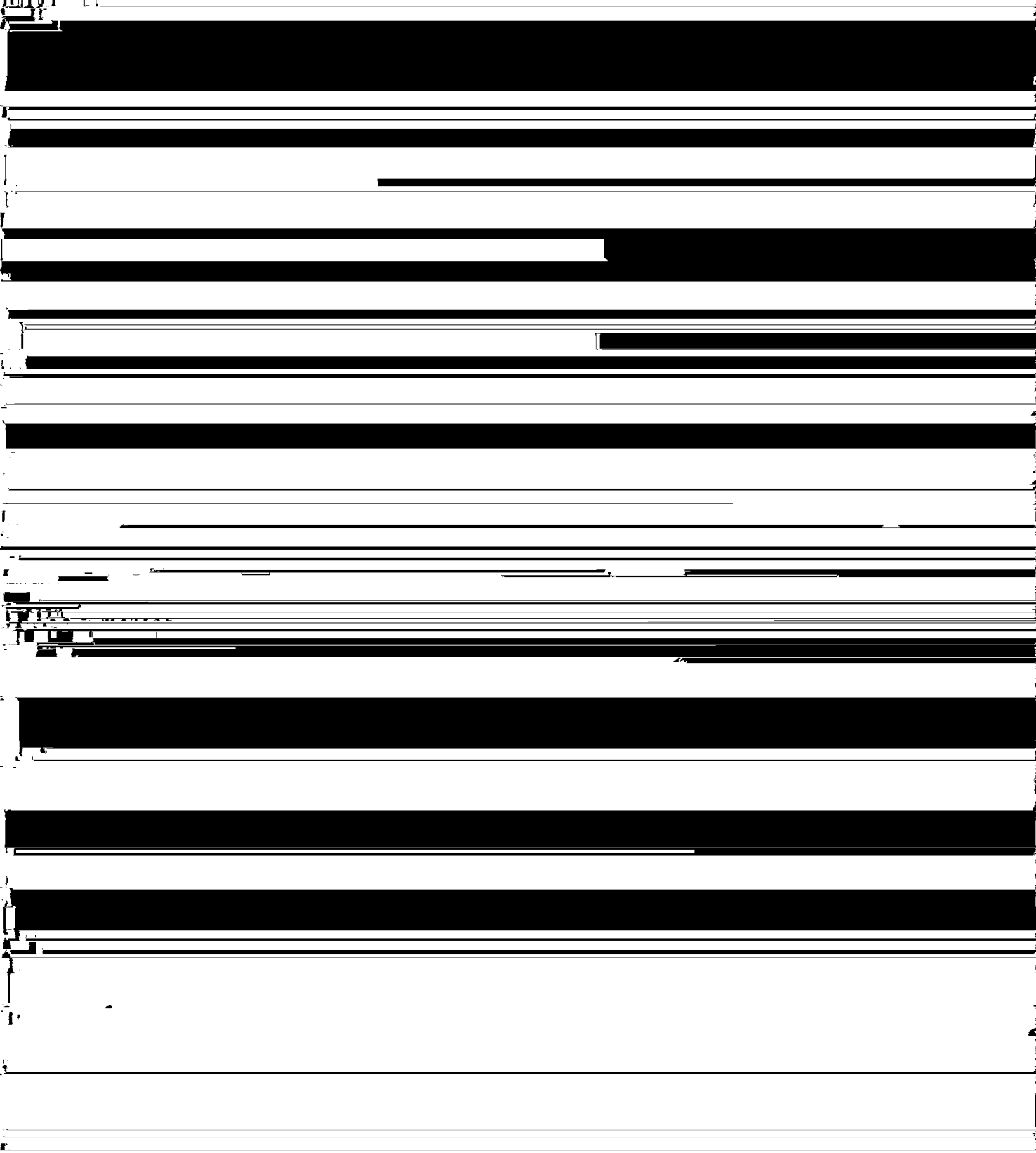
Mesdames et Messieurs

Cette spéciale existence dans la voie lactée doit demeurer à tout prix :

et cela est à notre portée. La détermination qui a animé les Nations fondatrices de l'ONU pour ordonner les affaires du monde en vue d'éloigner à jamais le spectre de la guerre doit être la même détermination qui doit amener toutes les nations de la terre à admettre par des mesures concertées et

guide les laboratoires pharmaceutiques ? Comment arrêter l'inexorable dégradation de l'environnement lorsque les puissantes corporations sont peu soucieuses de l'avenir de la planète ? Comment éradiquer le fléau de la

En lieu et place de l'embellie d'une paix globale, des guerres localisées, déchirant la membrane protectrice et titulaire de la défunte binationalisation, ont fait irruption par un...



Piégés dans le cercle vicieux résultant de la conjonction de la mauvaise gouvernance, de la pauvreté toujours croissante, du nœud gordien de l'irréductible dette extérieure, de l'iniquité des marchés des capitaux, les pays pauvres s'enfoncent inexorablement. Se transformant souvent en sanctuaires des groupes armés rebelles, ils sont le lit des guerres civiles avec leur cortège de réfugiés et de déplacements massifs de populations. Leurs sociétés désemparées alimentent les flux migratoires et offrent des refuges idéaux pour les réseaux mafieux de la grande criminalité. La circulation des armes légères défie de plus en plus leurs frontières pour finir entre les mains dressées d'enfants soldats.

Je ne crois ni à la fatalité de la pauvreté, ni à l'inéluctabilité de la guerre. Les échecs s'expliquent clairement. Dans le combat contre la pauvreté, les groupes dominants des pays riches et les élites chargées de la gouvernance dans les pays pauvres sont co-responsables de l'échec, pour n'avoir pas tenu les engagements pris en 1974. Pire, ils ont donné la préférence à des politiques et stratégies commerciales, financières et technologiques qui ont renforcé les causes de l'appauvrissement continu des populations démunies dans le monde. Quant à l'échec de la promesse de paix universelle, il est imputable aux conceptions et aux stratégies politiques mises en œuvre par les groupes dominants et les leaders du monde qui ont

C'est dans la dynamique de ce nouvel élan d'engagement et de responsabilité collective en faveur de l'éradication de la pauvreté et de la

Les projets de réforme de l'ONU, par-delà leurs objectifs de restructuration, de renforcement et de rationalisation, doivent intégrer ces nouveaux paradigmes fondamentaux. C'est à ces prix que nous parviendrons à faire de cette Organisation, non pas une caisse de résonance des plaintes des peuples, ni un instrument au service des pulsions hégémoniques, mais un moyen au service des bâtisseurs d'une nouvelle manière de vivre ensemble, fondée sur l'aspiration universelle des personnes et des peuples à la dignité, à la justice, à la liberté, à la démocratie, à la paix et au développement, ainsi qu'à un meilleur contrôle et une meilleure utilisation de leurs ressources naturelles.

Mesdames et Messieurs,

En janvier et février 2007, la République de Guinée a été en proie à une crise sociopolitique sans précédent, qui a mis en péril sa stabilité sociale et les fondements de ses institutions. En cause, la convergence d'un déficit cumulé de bonne gouvernance, d'une pauvreté rampante et d'une situation économique globale dont tous les indicateurs financiers et monétaires étaient au rouge.

Ces événements tragiques émaillés par d'importantes pertes en vies

Les axes cardinaux de ce plan d'urgence visent à restaurer l'autorité de l'Etat, à promouvoir une justice efficace et indépendante, à mobiliser et orienter le maximum de ressources financières vers le développement des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base, à créer une dynamique de plein emploi des jeunes, à impulser la bonne gouvernance et à organiser des élections législatives libres, transparentes et crédibles.

Je voudrais ici remercier très sincèrement les chancelleries des Nations développées et les responsables des institutions financières internationales, pour le soutien et la générosité qu'ils ont exprimés pour la mise en œuvre de ce plan d'urgence. Je lance un appel à toutes les bonnes volontés, pour nous aider à boucler le plus rapidement possible le financement de ce plan. C'est à ce prix que nous parviendrons à redonner de l'espoir à ce peuple qui en a tant besoin, à préserver et à consolider la paix sociale encore bien fragile en République de Guinée.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de terminer mon propos en disant que les initiatives ainsi envisagées par mon gouvernement, pour prometteuses qu'elles soient, restent tributaires de l'intérêt que les dirigeants du monde accorderont à tous les sujets que j'ai évoqués du plus profond de ma conviction.

En plus de l'engagement des ses élites et de sa société civile en faveur de la bonne gouvernance et de la démocratie, la République de Guinée a besoin d'un partenariat efficace, conçu à l'aune de ses besoins spécifiques et urgents. Ce partenariat que le peuple de Guinée appelle de tous ses vœux, sera d'autant plus adéquat, probant et durable, que les groupes dominants du monde accepteront de s'engager en faveur d'une solidarité globale, au service du développement de l'humanité

Je vous remercie.